

Notice de sélection pour le Recrutement de Consultant Individuel

IC/78-2/PCH/2020

Date: 28 Septembre 2020

Pays : République Centrafricaine

Intitulé : Recrutement d'un(e) Consultant(e) international(e) pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre.

Recrutement d'un(e) Consultant(e) National(e) Assistant(e) Technique en appui au/à la Consultant(e) international(e) pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre.

Durée de la mission : 45 jours ouvrables

Lieu Bangui

Prière d'envoyer vos propositions (propositions technique et financière) dûment signées à l'adresse e-mail achats.cf@undp.org avec mention de la référence et intitulé du dossier. **Votre proposition devra être reçue** au plus tard le 12 Octobre 2020. N'hésitez pas à écrire à l'adresse procurement.cf@undp.org pour toute information complémentaire.

I. INFORMATIONS SUR LE POSTE	
Titre du poste	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Consultant(e) international(e) pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre. ➤ Consultant(e) National(e) Assistant(e) Technique en appui au/à la Consultant(e) international(e) pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre.
Nombre de postes	02
Niveau du (des) Poste (s) (Local ou International)	National et International
Nature de la consultation (Support/Substance) :	(Support/Substance)
Type de contrat et Grade	IC
Type d'affectation (Home based ou sur site)	Bangui
Lieu d'affectation	République Centrafricaine
Supervision	Représentante Résidente Adjointe au Programme
Durée de la mission	45 jours ouvrables
Date estimative de démarrage de la mission	Dès signature du contrat

II. CONTEXTE/OBJECTIF

La République Centrafricaine (RCA) avec une superficie d'environ 623 000 km², 5,069 millions d'habitants (dont 50,2% de femmes parmi lesquelles et 61% vivant en milieu rural), dispose d'un potentiel important en ressources naturelles notamment agropastorale avec 15 millions d'hectares de terres arables et de riches terres de pâturage dont l'étendue et le parcours sont estimés à 16 millions d'hectares, forestières avec 5,6 millions d'hectares de forêts dense et humide et 301 espèces d'arbres identifiées, minières avec plus de 450 indices miniers et pétroliers identifiés dont le diamant, l'or, le fer, l'uranium, hydrauliques avec une pluviométrie, à plus de 160 milliards de m³ en moyenne par an à 47 milliards m³/an d'eau de surface, 35 milliards m³/an d'eau souterraine et un potentiel hydroélectrique du pays est de 2 000 MW dont 1% est valorisé. Malgré ce fort potentiel, la RCA est classée parmi les dix pays les plus pauvres au monde.

L'appui de la communauté internationale a permis à la RCA de retrouver, après trois années de transition, l'ordre constitutionnel à l'issue des élections libres et démocratiques en mars 2016. L'accalmie retrouvée a permis d'adopter le « *Plan de relèvement et de consolidation de la paix pour la Centrafrique (RCPCA 2017-2021)* » qui a été présenté à la communauté des bailleurs de fonds à la table-ronde de Novembre 2016 à Bruxelles. Ce document sert de cadre pour les interventions du Gouvernement et des partenaires au développement et constitue un instrument pour la mobilisation des ressources. Malgré les efforts déployés par le Gouvernement et la communauté internationale dans le sens de la reconstruction, le relèvement et de la consolidation de la paix, le pays demeure fragile, avec d'importants défis à relever.

C'est ainsi qu'au niveau du secteur de l'énergie, malgré les efforts entrepris depuis la grande période d'étiage de 1983, en 2016, le taux d'accès à l'électricité est de 23% à Bangui et 3,7% au niveau national, le taux de desserte est de 24%, et le taux d'électrification de 3,8% et quasi nul à l'intérieur du pays. Ces faibles taux de desserte et d'électrification ont fait de la biomasse et les combustibles fossiles, les principales sources d'énergie en 2016, avec 98% du bilan énergétique soit 2,64 millions de tep de bois consommés durant l'année. Dans ces conditions, le secteur de l'énergie est devenu le 3^{ème} plus grand producteur de CO₂ derrière les secteurs agricole et sylvicole avec 2% d'émissions par an qui pourrait atteindre près de 25% du total des émissions de gaz à effet de serre du pays à l'horizon 2030.

Le sous-secteur de l'électricité est caractérisé par l'insuffisance et l'instabilité de l'offre d'électricité en RCA, qui augmentent les coûts de production. Les problèmes dans ce secteur sont vécus par toute la population, mais ils sont plus aigus pour les femmes, parce qu'elles doivent assurer l'approvisionnement de leur famille en combustible, en eau potable, en produit alimentaire.

III. JUSTIFICATION

Dans le domaine du sous-secteur de l'électricité, la RCA fait face à deux préoccupations majeures inhérentes à l'amélioration de l'accès des populations rurales à l'électricité et la mise en œuvre de ses engagements internationaux en matière de lutte contre les changements climatiques en général et la réduction des émissions gaz à effet de serre en particulier. Afin de répondre à ces préoccupations, en 2017, à la du Gouvernement, le PNUD, dans le cadre de ses interventions, a initié le projet permettant de mettre en œuvre des mesures d'atténuation avec l'appui du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM).

Le processus ayant abouti à la signature du Document de Projet (ProDoc) par le Gouvernement et le PNUD en Juin 2018, à l'installation de l'équipe du projet en Juillet 2018 et la mise ne place du Comité de Pilotage le 05 novembre 2019, a été conduit avec un pool de consultants nationaux et internationaux a été recruté par le PNUD pour l'élaboration du ProDoc. Les travaux ont conduit à la réalisation d'une étude sommaire d'identification et d'analyse des sites du projet, menée en relation avec les cadres nationaux (Direction Générale de l'Energie et ACER) sur la base des données collectées sur le terrain. Par ailleurs, une visite des 21 sites présélectionnés, a permis à l'équipe de la mission de consultation, de déterminer les critères ayant permis à la partie nationale de sélectionner les sites de Mbeko (à Mbaïki), Gbasse (à Boda), Gamboula-Kadéi (à Gamboula) et Baïdou (à Bambari) pour leur potentiel, la proximité des consommateurs et l'importance du marché électrique de ses localités qui abritent des activités d'exploitation minière, forestière et agropastorale. Il s'agit des sites pilotes pour chacun desquels il est prévu d'installer des petites centrales hydroélectriques d'une puissance de 500 kW soit au total 2 MW pour les quatre (04) sites (cf. tableau ci-dessous).

Nom du site	Préfecture	Puissance envisagée (kW)	Cours d'eau	Localités de consommation et distance du site PCH (km)
Chute de Mbecko	Lobaye	600 kW	Mbeko	Mbaïki 10 km du site + 4,5 km de réseau de distribution ENERCA en ville.

Gbassem	Lobaye	550 kW	Loamé	Boda 1,5 km du site + Réseau de distribution ENERCA existant sur 6 km en ville.
Gamboula	Mambéré Kadei	420 kW + 120 kW existante	Kadei	Gamboula 3 km du site + réseau locale existante des ONG. Pas de réseau de distribution en ville.
Baidou (Bac)	Ouaka	600W	Baïdou	Bambari 13 km du site + 8,9 km Réseau de distribution ENERCA existant en ville.

La durée du projet est de cinq (05) ans avec un budget total estimé à 19,300,000 USD dont 16,000,000 USD à mobiliser. Au terme de la mise en œuvre du projet, les quatre petites centrales hydroélectriques devant être construites permettront de fournir des services d'électricité à environ 15 000 ménages des villages des sites retenus, grâce à des mini-réseaux destinés à des activités génératrices de revenus et à l'utilisation des ménages/communautés. L'électrification des villages nécessitera la production d'environ 39 770 MWh d'électricité sur la durée du projet avec une production annuelle de 14 535 MWh à maintenir sur les 25 ans de durée de vie des installations. L'usage de l'hydroélectricité permettra d'éviter 35 000 tonnes de CO₂ au cours de la période de 5 ans du projet et 13 000 tonnes de CO₂ par la suite, sur les 21 à 23 années restantes de la vie utile des équipements. Ainsi, il est envisagé que le pays puisse éviter 327 250 tonnes de CO₂ durant toute la durée de vie des équipements (25 ans).

L'objectif global du projet de "*Promotion des petites centrales hydroélectriques pour alimenter des mini-réseaux afin d'assurer un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République Centrafricaine (PCH-RCA)*" est d'appuyer le Gouvernement de la République Centrafricaine à "garantir l'accès à des services énergétiques efficaces, durables et modernes à la population rurale d'ici 2030, à un coût abordable "et de manière durable, avec un impact négatif minimal sur l'environnement. Ce faisant, il permettra également de formuler un modèle d'entreprise approprié devant garantir la durabilité des mini-réseaux et assurer la promotion de l'investissement dans les mini-réseaux hydroélectriques.

Au plan stratégique, ce projet est cohérent avec la stratégie FEM-6 de lutte contre le changement climatique (CCM-1, transfert de technologie, stratégies et politiques de soutien) et vise deux objectifs stratégiques spécifiques : (1) favoriser le financement et le développement opportuns des technologies à faibles émissions de carbone et des options d'atténuation, et en démontrer les effets et, (2) : développer et mettre en œuvre un ensemble de mesures et d'initiatives stratégiques innovantes pour encourager la mise en place de mesures d'atténuation

Sur le plan opérationnel, conformément au Prodoc, le projet comprend quatre (04) objectifs spécifiques :

- (i) Doter le sous-secteur de l'électricité d'instruments politiques et financiers ainsi que de systèmes d'incitation en faveur des mini- réseaux de PCH
- (ii) Renforcer les capacités de gestion des mini-réseaux de PCH
- (iii) Construire quatre (04) mini-réseaux de PCH
- (iv) Développer les relations publiques et promouvoir des investissements dans les PCH

Afin que le projet atteigne son objectif, il est nécessaire, d'améliorer le cadre institutionnel national afin qu'il soit plus propice à la promotion des investissements dans le développement des petites centrales hydroélectriques, en établissant un instrument financier qui facilitera la participation du secteur privé à l'électrification des villages par le biais de mini-réseaux issus des petites centrales hydroélectriques dans le pays. En effet, à ce jour, le Gouvernement centrafricain dispose, dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique de développement du sous-secteur de l'électricité dispose depuis le 1^{er} janvier 2005, d'un Code de l'Électricité qui libéralise les activités de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité et d'une politique énergétique nationale adoptée le 18 mars 2010 nécessitant une actualisation en vue de prendre en compte les orientations émergentes notamment en ce qui concerne la promotion de l'hydroélectricité à travers les pico, micro et mini centrales en RCA y compris les autres ENR. C'est pour renforcer ce dispositif que conformément au Plan de Travail Annuel 2019 adopté par le Comité de Pilotage du projet, des travaux sont entrepris pour l'élaboration de la Politique Énergétique Décentralisée (PED) ainsi que l'opérationnalisation d'un fonds de garanti. Tout en servant de catalyseur pour une utilisation efficace de l'énergie afin d'améliorer les moyens de subsistance de la population centrafricaine et de stimuler la croissance économique, la réalisation de ces travaux permettra au Gouvernement d'intégrer non seulement l'énergie dans la planification nationale et sectorielle mais de prendre en compte la dimension genre dans la problématique de développement de l'électrification rurale et de favoriser l'accès des promoteurs et investisseurs au marché des PCH.

C'est dans cette optique que le Bureau du PNUD Centrafrique, dans le cadre du Projet de "*Promotion des petites centrales hydroélectriques pour alimenter des mini-réseaux afin d'assurer un meilleur accès aux services énergétiques modernes en République Centrafricaine (PCH-RCA)*" recherche le service individuel de deux consultants(es), un(e) international(e) et un(e) national(e), spécialistes en communication pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre.

IV. FONCTIONS ET RESPONSABILITES

L'objectif général de la mission du/de la consultant(e) international(e) appuyé(e) par le(la) consultant(e) national(e), est d'élaborer une stratégie de communication et de promotion qui permettra de garantir une visibilité au projet et mobiliser des fonds supplémentaires auprès des sources publiques et privées pour développer plus des PCH dans les zones rurales du Pays et de promouvoir l'intégration du genre au projet.

Sous la supervision directe de la Représentante Résidente Adjointe au Programme et en lien direct avec la Chargée de Programme Environnement et Développement Durable, le Chef de Projet (CP) et le Consultant International, assistant technique du Projet, les consultants(es), selon leurs postes, seront individuellement responsables des tâches suivantes :

(i) Consultant(e) international(e) pour l'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre

- Sur base documentaire, analyser et produire un rapport comprenant (i) un état des lieux de la situation de communication sur le projet, (ii) la typologie des groupes cibles à atteindre en tenant compte du Document de Projet PCH – RCA et, (iii) les forces et les faiblesses en matière de communication orientée vers chaque groupe cible ;
- Concevoir une identité visuelle du projet PCH et une factsheet (fiches d'information) du projet avec quelques messages clés adressés aux différentes cibles visées par le projet et téléchargeables sur le site web du projet en création au cours de cette mission ;
- Concevoir une stratégie de communication sur le projet intégrant le genre ;
- Concevoir un plan opérationnel de communication et de promotion des investissements et du genre pour les PCH sur la durée du projet, accompagné d'un plan de marketing efficace. Ce plan devra inclure le plan de travail détaillé et le budget.
- Animer l'atelier de validation du programme de communication proposé.

(ii) Consultant(e) national(e) Assistant(e) Technique en appui aux travaux d'élaboration d'une stratégie de communication et d'un programme national de communication sur les microcentrales hydroélectriques et le genre

Tout en étant disponible pour exécuter les missions spécifiques que peut lui confier le/la consultant(e) international(e), le Consultant(e) National(e) aura à :

- collecter le fonds documentaire et les données techniques en lien avec la réalisation de la mission ;
- organiser des rencontres avec les principaux acteurs identifiés ;
- sur la base du Document de Projet et les rencontres avec les différents acteurs identifiés du Projet, établir une liste exhaustive de tous les groupes cibles (nationaux et internationaux) à atteindre ;
- faire un état des lieux du processus de communication autour du Projet ;
- rédiger le cahier de charge de réalisation d'un site Internet sur la promotion de la petite hydroélectricité ;
- créer un site web dédié au projet de promotion de la petite hydroélectricité ;
- coanimer l'atelier de validation du programme de communication proposé.

Résultats attendus et livrables :

Pour le/la consultant(e) international(e)

- **Livrable 1** : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible.

- **Livrable 2** : Rapport (Draf 1) comprenant (i) un état des lieux de la situation de communication sur le projet, (ii) la typologie des groupes cibles à atteindre en tenant compte du Document de Projet PCH – RCA et, (iii) les forces et les faiblesses en matière de communication orientée vers chaque groupe cible.
- **Livrable 3** : Rapport (Draft 2) comprenant la stratégie de communication sur le projet intégrant le genre, le plan opérationnel de communication et de promotion des investissements et du genre, l'identité visuelle du projet PCH et une factsheet (fiches d'information) du projet avec quelques messages clés adressés aux différentes cibles visées par le projet et téléchargeables sur le site web en création accepté par l'équipe de supervision.
- **Livrable 4** : Rapport final des travaux intégrant la stratégie de communication sur le projet intégrant le genre, le plan opérationnel de communication et de promotion des investissements et du genre, l'identité visuelle du projet PCH et une factsheet (fiches d'information) du projet avec quelques messages clés adressés aux différentes cibles visées par le projet et téléchargeables, le cahier des charges de réalisation d'un site Internet dédié au Projet PCH le rapport de création et d'opérationnalisation du site web accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.

Pour le/la consultant(e) national(e)

- **Livrable 1** : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat est disponible.
- **Livrable 2** : Rapport (Draf 1) comprenant l'analyse du fonds documentaire et données techniques en lien avec la réalisation de la mission, une note sur les différentes rencontres avec les principaux acteurs identifiés et la liste exhaustive de tous les groupes cibles (nationaux et internationaux) à atteindre.
- **Livrable 3** : Rapport (Draft 2) comprenant l'état des lieux du processus de communication autour du Projet et le cahier de charge de réalisation d'un site Internet sur la promotion de la petite hydroélectricité le rapport d'opérationnalisation du site web créé accepté par le/la consultant(e) international(e) et par l'équipe de supervision.
- **Livrable 4** : Rapport de l'atelier de validation et le Rapport final des travaux accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.

Méthodologie

La planification des missions sera coordonnée par le/la consultant(e) internationale(e) en partenariat avec son/sa binôme national(e) et l'équipe de supervision. Les consultants(es) détermineront et soumettront Individuellement, pour adoption, la méthodologie ainsi que les chronogrammes qui leur paraîtront appropriés pour mener à bien la consultation, conformément aux objectifs assignés. Des séances de restitution seront organisées à chaque étape de l'avancement de l'étude.

Chaque consultant(e) devra s'assurer de disposer de toutes les connaissances pour analyser les données techniques disponibles et réaliser des investigations et recherches complémentaires pour atteindre les objectifs qui leur sont assignés. Pour cela, les consultants(es) doivent effectuer :

- Réunions et entretiens avec les parties prenantes nationales (public, privé, société civile), les partenaires au développement, les personnes ressources et les membres de toute l'équipe de gestion de projet ;
- Entretiens approfondis avec les administrations et structures clés concernées (Environnement, Promotion de la Femme, Education Nationale, Petites et Moyennes Entreprises, UNPC, GICA, ONGs et Associations Féminines,);
- Examen et étude de la documentation clé (par exemple, document de projet, documents d'étude ou de diagnostic sur le secteur énergétique, Document de Politique Energétique décentralisée, Etude pour l'intégration des femmes dans les sites du projets, Document d'opérationnalisation du Fonds National de Garantie et d'Investissement, etc.) ;
- Exploitation et analyse des informations collectées pour la production des rapports.

Les consultants(es) tiendront compte du fait que les documents qu'ils produiront feront partie des instruments de travail du gouvernement et ses partenaires pour la sensibilisation et le plaidoyer auprès des différents acteurs impliqués dans

le développement du sous-secteur de l'électricité plus particulièrement de l'électrification rurale. Une importance capitale sera accordée aux principaux documents produits :

(1) La stratégie de communication doit permettre :

- de mobiliser tous les acteurs parties prenantes au projet (Gouvernement- secteur privé- PTF- communautés locales). La stratégie devra donner des indications sur comment procéder pour mobiliser chaque groupe
- de mobiliser les financements complémentaires et faire le marketing de ce projet auprès des différents bailleurs et surtout opérateurs privés ;
- de mobiliser les supports techniques complémentaires et faire la présentation de ce projet auprès des différentes ONGs, associations et agences intervenant dans le secteur électrification rurale ;
- d'informer et sensibiliser tous les acteurs parties prenantes au projet autour de la promotion du genre et de l'énergie comme vecteur de l'autonomisation des femmes.

(2) Le plan opérationnel de communication et de promotion doit permettre :

- de créer et diffuser régulièrement des produits d'informations (bulletins, radio, formation, documentation technique, et d'autres médias appropriés) et de connaissances liées aux PCH, ainsi que des leçons apprises et des meilleures pratiques dans le domaine des PCH, destinés au public cible notamment les promoteurs de projets de PCH, les organismes communautaires, etc.
- de sensibiliser les groupes cibles à définir au préalable (y compris sur la place du genre dans le projet) ;
- d'organiser des sessions de formations sur les différents aspects de l'installation, de l'exploitation et de l'entretien des installations des PCH pour les représentants sélectionnés des communautés et des institutions ;
- d'avoir un caractère attrayant pour les besoins d'investissement dans la filière.

En raison des mesures restrictives prises à travers le monde pour limiter la propagation du COVID-19, certains pays ont suspendu les déplacements internationaux. Si tel est le cas dans le pays de résidence du/de la consultant(e) international(e), en attendant la levée de la suspension, il/elle travaillera à distance en s'appuyant sur le/la consultant(e) national(e) pour mener à bien la mission. Les échanges d'informations et de documents se feront par l'intermédiaire du Chef de Projet qui présidera régulièrement des téléconférences par Skype ou par Zoom avec l'équipe. Si ces mesures de restrictions sont levées avant la fin des travaux, le/la consultant(e) international(e) rejoindra son site de travail à Bangui. Il/elle pourra alors prétendre au remboursement de son titre de transport et au paiement des DSA.

La Direction du Bureau du PNUD en RCA et la chargée du Programme Environnement, le Chef de Projet, le Consultant International, Assistant technique du Projet assureront le contrôle-qualité de tous les produits de la mission, en consultation avec le Centre Régional du PNUD pour l'Afrique et le Coordonnateur de la Cellule de Coordination du Programme d'Electrification rurale.

V. COMPETENCES

Corporate :

- Démontre l'intégrité en modélisant les valeurs et les normes éthiques des Nations Unies
- Promeut la vision, la mission et les objectifs stratégiques du PNUD
- Affiche la sensibilité et l'adaptabilité de culture, de sexe, de religion, de race, de nationalité et d'âge
- Traite toutes les personnes de façon équitable sans favoritisme

Technique :

- Exécuter de façon efficace et efficiente les activités visant l'atteinte des résultats du projet ;
- Être motivé et démontrer une capacité à poursuivre son développement personnel et à apprendre ;
- Être capable d'exécuter plusieurs tâches en même temps et de travailler sous pression et sans préavis ;
- Être familiarisé avec la formulation et la rédaction des projets et/ou programmes de changements climatiques ;
- Avoir une forte capacité d'écoute ;
- Avoir une capacité à gérer le temps et à respecter les délais ;
- Disposer d'excellentes capacités rédactionnelles et de production des documents de qualité ;
- Avoir une bonne maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, ...) ;

- Démontrer de bonnes aptitudes en communication écrite et orale en français.

Communication : Excellentes compétences rédactionnelles et de communications orales en français

Professionalisme :

- Aptitude démontrée dans la réflexion analytique ;
- Excellentes capacités d'organisation, de rédaction et de rapportage ;
- Capacité de travailler de façon autonome, planifier, hiérarchiser et livrer les tâches dans les délais impartis.

Travail en équipe :

- Ouverture d'esprit et capacité à recevoir/intégrer les feedbacks
- Capacité à travailler sous pression
- Capacité à travailler dans un environnement multiculturel

VI. QUALIFICATIONS ET EXPERIENCES REQUISES

Pour le/la consultant(e) international(e)

Education :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en technique de communication ou équivalent.

Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans la définition de stratégie de marketing/communication ;
- Avoir un parcours éprouvé dans l'élaboration de la stratégie de communication pour le développement intégrant la problématique du genre ;
- Avoir une expérience prouvée dans le marketing de projet ;
- Avoir une bonne connaissance des tendances et enjeux de l'information et de la communication (marketing numérique, média traditionnel etc. ;
- Une bonne connaissance des problématiques de la technologie des PCH sera un atout ;
- Avoir une bonne connaissance des réseaux sociaux (stratégie et applications à l'usage des ENR/MCH)
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Publisher...) ;
- Disposer d'excellentes compétences en communication et en rédaction de documents de portée nationale ;

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)
- Familiarité avec l'anglais est un atout.

Informatique : maîtrise des logiciels sous Office.

Pour le/la consultant(e) national(e)

Education :

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+3) en science physique et/ou en technologie d'information et de communication ou équivalent.

Expériences professionnelles :

- Avoir une expérience d'au moins dix (10) années dans la définition, l'analyse et la conception de réseaux ;
- Avoir un parcours éprouvé dans la réalisation et la gestion des systèmes d'information et de base de données ;
- Avoir une bonne connaissance dans la conception et la création site web dédié
- Avoir travaillé ou appuyé un processus similaire en RCA ou ailleurs (moyen de vérification) ;
- Avoir une bonne connaissance des réseaux sociaux (stratégie et applications à l'usage des ENR/MCH)
- Avoir une maîtrise de l'outil informatique (Word, Excel, Power Point, Publisher...) ;
- Disposer d'excellentes compétences en communication et en rédaction de documents de portée nationale ;

Langue :

- Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et du Sangö

- Familiarité avec l'anglais est un atout.
- Informatique** : maîtrise des logiciels sous Office.

VII. DOSSIER DE SOUMISSION

Une proposition technique incluant :

- Une lettre de motivation adressée au Représentant Résident du PNUD en RCA ;
- Les contacts (adresse mail et téléphone) de trois personnes de références pouvant témoigner de vos qualités professionnelles et morales ;
- Une note explicative sur la compréhension des Termes de Référence et les motivations de la candidature ;
- Une brève présentation de l'approche méthodologique et de l'organisation de la mission envisagée.

Une offre financière incluant : les honoraires du consultant, précisant, sur la base de l'approche forfaitaire, le montant des indemnités journalières, le nombre de jours de travail prévus, sur la base de produits/livrables précis et mesurables (qualitatifs et quantitatifs), même si les paiements seront effectués par tranches ou en une seule fois à l'achèvement total du contrat.

Si le/la candidat(e) international(e) retenu(e) est dans un pays où les vols sont suspendus, le remboursement de son titre de transport et le paiement de ses DSA ne pourront intervenir que si les vols sont rétablis et qu'il/elle a effectué le voyage sur le site de la mission à Bangui, République Centrafricaine.

VIII. CRITERES D'EVALUATION

L'évaluation des offres se déroule en deux temps. L'évaluation des propositions techniques est achevée avant l'ouverture et la comparaison des propositions financières.

La proposition technique sera évaluée sur son degré de réponse par rapport aux termes de référence et sur la base des critères suivants :

Critères d'évaluation	Points
Consultant(e) International(e)	
1. La compréhension des TdRs	15
2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence	30
2.1. Approche méthodologique	
✓ Compréhension de la mission 10 points	
✓ Clarté 4 points	20
✓ Cohérence de l'approche 6 points	
2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie	
✓ Exhaustivité 5 points	
✓ Clarté 1 point	10
✓ Cohérence 4 points	
3. Qualifications et compétences	45
3.1. Qualifications et expériences générales	
Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en technique de communication ou équivalent	
✓ Master 1 7 points	
✓ Master 2 12 points	
✓ Doctorat 15 points	15
3.2. Au moins dix (10) ans d'expérience dans la définition de stratégie de marketing/communication	
✓ Moins de 10 ans 5 points	
✓ Egal à 10 ans 15 points	
✓ Plus de 10 ans 20 points	20
3.3. Expériences pertinentes pour la mission	
✓ Parcours éprouvé dans l'élaboration de la stratégie de communication pour le développement intégrant la problématique du genre 5 points	
✓ Expérience prouvée dans le marketing de projet 5 points	
✓ Bonne connaissance des tendances et enjeux de l'information et de la communication (marketing numérique, média traditionnel etc.) 5 points	20

✓ Disposer d'excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale 5 points	
4. Capacités linguistiques	10
4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral)	6
4.2. Familiarité avec l'anglais.	4
Total note technique pour le/la consultant(e) international(e)	100
Consultant(e) national(e)	
1. La compréhension des TdRs	15
2. La conformité du plan de travail et de la méthodologie proposée avec les termes de référence	30
2.1. Approche méthodologique	
✓ Compréhension de la mission 10 points	
✓ Clarté 2 points	20
✓ Cohérence de l'approche 8 points	
2.2. Plan de travail conforme à la méthodologie	
✓ Exhaustivité 5 points	
✓ Clarté 1 point	10
✓ Cohérence 4 points	
3. Qualifications et compétences	45
3.1. Qualifications et expériences générales	
Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+3) en science physique et/ou en technologie d'information et de communication ou équivalent	
✓ Master 1 6 points	10
✓ Master 2 8 points	
✓ Doctorat 10 points	
3.2. Au moins dix (10) ans d'expérience dans la définition, l'analyse et la conception de réseaux	
✓ Moins de 10 ans 5 points	15
✓ Egal à 10 ans 12 points	
✓ Plus de 5 ans 15 points	
3.3. Expériences pertinentes pour la mission	
✓ Parcours éprouvé dans la réalisation et la gestion des systèmes d'information et de base de données 5 points	
✓ Bonne connaissance dans la conception et la création site web dédié 5 points	
✓ Travail ou appui à un processus similaire en RCA ou ailleurs :	20
○ 1 mission similaire 3 points	
○ Plus d'1 mission similaire 5 points	
✓ Disposer d'excellentes compétences en communication et de rédaction de documents de portée internationale 5 points	
4. Capacités linguistiques	10
4.1. Parfaite maîtrise de la langue française (écrit et oral) et sangö	7
4.2. Familiarité avec l'anglais.	3
Total note technique pour le/la consultant(e) national(e)	100
Seront jugées qualifiées, les propositions techniques qui obtiendront 70% de la note maximale de 100 points ; cette note technique sera pondérée à 70%.	
Dans une deuxième étape du processus d'évaluation, les enveloppes financières seront ouvertes et les offres financières comparées.	
Le marché ou le contrat sera attribué au (à la) Consultant(e) ayant présenté le meilleur score combiné - rapport qualité/prix, évaluation cumulative - (Technique pondérée à 70% + Financière à 30%) applicable pour les services intellectuels plus complexes suivant les exigences des TDRs ;	
<i>Cette note financière combinée à 30% est calculée pour chaque proposition sur la base de la formule suivante : Note financière A = [(Offre financière la moins disante) / Offre financière de A] x 30</i>	

N.B : Les services demandeurs détermineront avec les Opérations l'option la plus adaptée en fonction de leurs besoins.

Eligibilité pour l'évaluation technique

Pour le consultant(e) et international(e)

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+4) en technique de communication ou équivalent.
- Avoir une expérience d'au moins dix (10) ans dans la définition de stratégie de marketing/communication ;
- Avoir un parcours éprouvé dans l'élaboration de la stratégie de communication pour le développement intégrant la problématique du genre.

Pour le/la consultant(e) et national(e)

- Diplôme d'études supérieures (au moins Bac+3) en science physique et/ou en technologie d'information et de communication ou équivalent.
- Avoir une expérience d'au moins dix (10) années dans la définition, l'analyse et la conception de réseaux ;
- Avoir un parcours éprouvé dans la réalisation et la gestion des systèmes d'information et de base de données ;
- Avoir une bonne connaissance dans la conception et la création site web dédié

Mode de paiement	Le tarif journalier doit être "tout - inclus" ¹ et une feuille de temps de travail doit être soumise par le consultant, dûment approuvée par le superviseur du consultant, qui doit servir de base pour le paiement des frais.			
	Par Heure	Monnaie	Montant	
	Par jour - Oui	Monnaie	Montant	
	Par semaine	Monnaie	Montant	
	Les modes de paiement seront les suivants :			
	Consultant(e) international(e)			
		Livrables	Echéancier à la signature du contrat	Part (%)
		Livrable 1 : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat	07 jours	20
		Livrable 2 : Rapport (Draf 1) comprenant (i) un état des lieux de la situation de communication sur le projet, (ii) la typologie des groupes cibles à atteindre en tenant compte du Document de Projet PCH – RCA et, (ii) les forces et les faiblesses en matière de communication orientée vers chaque groupe cible.	20 jours	20
		Livrable 3 : Rapport (Draft 2) comprenant la stratégie de communication sur le projet intégrant le genre, le plan opérationnel de communication et de promotion des investissements et du genre, l'identité visuelle du projet PCH et une factsheet (fiches d'information) du projet avec quelques messages clés adressés aux différentes cibles visées par le projet et téléchargeables sur le site web en création accepté par l'équipe de supervision	35 jours	20
	Livrable 4 : Rapport final des travaux intégrant la stratégie de communication sur le projet intégrant le genre, le plan opérationnel de communication et de promotion des investissements et du genre, l'identité visuelle du projet PCH et une factsheet (fiches d'information) du projet avec quelques messages	45 jours	40	

¹ Tout - inclus implique que tous les coûts (frais professionnels, les assurances, le transport local, les communications, les consommables, etc.) qui pourraient être encourus par le consultant sont déjà pris en compte dans le montant final présenté dans la proposition.

clés adressés aux différentes cibles visées par le projet et téléchargeables, le cahier des charges de réalisation d'un site Internet dédié au Projet PCH le rapport de création et d'opérationnalisation du site web accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.		
DSA et transport, payés à l'arrivée pour la mission (si les vols sont rétablis et que le/la Consultant(e) International(e) est effectivement à Bangui)		
TOTAL		100%

Consultant(e) national(e)

Livrables	Echéancier à la signature du contrat	Part %)
Livrable 1 : Une note sur l'approche méthodologique accompagnée d'un planning détaillé de travail y compris les activités, le calendrier conformément aux termes du contrat	07 jours	20
Livrable 2 : Rapport (Draf 1) comprenant l'analyse du fonds documentaire et données techniques en lien avec la réalisation de la mission, une note sur les différentes rencontres avec les principaux acteurs identifiés et la liste exhaustive de tous les groupes cibles (nationaux et internationaux) à atteindre.	17 jours	20
Livrable 3 : Rapport (Draft 2) comprenant l'état des lieux du processus de communication autour du Projet et le cahier de charge de réalisation d'un site Internet sur la promotion de la petite hydroélectricité le rapport d'opérationnalisation du site web créé accepté par le/la consultant(e) international(e) et par l'équipe de supervision.	32 jours	20
Livrable 4 : Rapport de l'atelier de validation et le Rapport final des travaux accepté par l'équipe de supervision et intégrant les observations et recommandations de l'atelier de validation.	45 jours	40
TOTAL		100%

Temps requis pour l'exécution des demandes de paiement

L'exécution des demandes de paiements sera assujettie à l'examen et l'approbation des livrables par le(s) superviseur (s) affecté(s) au projet dans les 30 jours.

IX. Signatures- Post Description Certification

NB : Les candidatures féminines sont vivement souhaitées.